

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 avril 2016
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 161 b) de l'ordre du jour

Financement des forces des Nations Unies

chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

**Force intérimaire des Nations Unies au Liban :
rapport sur l'exécution du budget de l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015
et projet de budget pour l'exercice allant
du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2014/15	509 554 400
Dépenses de 2014/15	493 200 000
Solde inutilisé de 2014/15	16 354 400
Crédit ouvert pour 2015/16	506 346 400
Montant estimatif des dépenses de 2015/16 ^a	500 526 700
Montant estimatif du solde inutilisé de 2015/16 ^a	5 819 700
Projet de budget du Secrétaire général pour 2016/17	499 440 200
Recommandation du Comité consultatif pour 2016/17	499 295 200

^a Montant estimatif au 31 janvier 2016.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (27 avril 2016).



I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport, aux paragraphes 39 et 44, des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui aboutiraient à réduire de 145 000 dollars l'enveloppe proposée dans le projet de budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/70/699). On trouvera dans les paragraphes qui suivent les recommandations et observations que le Comité a jugé utile de faire sur certaines questions.

2. Au cours de son examen du financement de la FINUL, le Comité consultatif a eu des entretiens avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni un complément d'information et des éclaircissements et lui ont fait parvenir des réponses écrites en date du 15 avril 2016. La liste des documents qu'il a examinés ou consultés figure à la fin du présent rapport. Les observations détaillées et les recommandations du Comité consultatif concernant les conclusions du Comité des commissaires aux comptes relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2015 ainsi qu'aux questions concernant les opérations de maintien de la paix en général figurent dans les rapports correspondants (voir A/70/803 et A/70/742, respectivement).

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015

3. Dans sa résolution 68/292, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 509 554 400 dollars (montant net : 497 811 500 dollars) aux fins du fonctionnement de la Force pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015. Ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres. Le montant brut des dépenses totales de l'exercice s'élève à 493 200 000 dollars (montant net : 480 508 800 dollars), soit 16 354 400 dollars (17 302 700 dollars en montant net) de moins que celui du crédit ouvert par l'Assemblée, ce qui correspond à un taux d'exécution du budget de 96,8 %.

4. Le tableau figurant à la section III.A du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/70/571) indique que les dépenses engagées pendant la période allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 ont été moins élevées que prévu en raison d'une sous-utilisation des crédits au titre du personnel militaire (18 232 200 dollars) et des dépenses opérationnelles (1 525 800 dollars), contrebalancée par un dépassement des crédits au titre des dépenses de personnel civil.

5. L'analyse des écarts figure à la section IV du rapport du Secrétaire général (A/70/571). La sous-utilisation des crédits au titre des contingents (18 232 200 dollars, ou 5,6 %) s'explique principalement par le fait que le nombre moyen de militaires déployés (10 280) a été inférieur aux prévisions (15 000), ce qui s'est traduit par un taux effectif moyen de vacance de 31,5 % au lieu des 26,5 % inscrits au budget. On a enregistré également une réduction des effectifs au niveau des contingents, en raison du retrait d'une unité du génie infrastructure, tandis que la réduction au niveau du matériel appartenant aux contingents, du soutien logistique autonome et des rations s'explique par l'application du plan de gestion des réserves

de la mission. Ces réductions ont été annulées en partie par des dépenses plus élevées en raison du déploiement d'une compagnie d'infanterie mécanisée et de l'augmentation autorisée du taux de remboursement du matériel appartenant aux contingents. Concernant le personnel civil, le dépassement de crédits (3 403 600 dollars, soit 3,6 %), s'explique principalement par le versement de prestations liées à la cessation de service à 48 membres du personnel recruté sur le plan international et à 20 membres du personnel recruté sur le plan national, à la suite de l'application des recommandations issues de l'examen des besoins en personnel civil (voir également les paragraphes 19 et 31 et 32 ci-après). Cela a été en partie neutralisé par des taux moyens de vacance de postes pour le personnel recruté sur le plan international plus élevés que prévu (11,2 % contre 8 % inscrits au budget); pour les administrateurs recrutés sur le plan national, il est de 17,1 % contre 10 % inscrits au budget et pour les agents des services généraux, il est de 7 % contre 5 % inscrits au budget.

6. En ce qui concerne les dépenses opérationnelles, le Secrétaire général indique dans son rapport que la sous-utilisation des crédits de 1 525 800 dollars (soit 1,7 %) a été enregistrée aux rubriques suivantes :

a) Installations et infrastructure (6 346 400 dollars) : elle est imputable à une réduction du coût du carburant pour les groupes électrogènes et des dépenses pour l'achat de ponts et de fournitures d'entretien, du fait de l'utilisation des stocks existants; elle a été annulée en partie par des dépenses plus élevées que prévu au titre du bitumage des routes et des aménagements relatifs à la sécurité, ainsi que de l'acquisition de climatiseurs, de fournitures sanitaires et d'articles de nettoyage (A/70/571, par. 39);

b) Transports terrestres (1 757 000 dollars) : elle est imputable à la baisse du coût moyen des carburants et lubrifiants et a été annulée en partie par des dépenses supplémentaires au titre des pièces de rechange (ibid., par. 40);

c) Communications (4 590 200 dollars) : elle concerne un montant demandé pour du matériel de réseau fixe qui, tout en étant comptabilisé sous cette rubrique, a été enregistré sous la rubrique Informatique (2 400 000 dollars), ainsi que de la location de matériel radar, dont le montant a été enregistré au titre des Fournitures, services et matériel divers (ibid., par. 43).

7. La sous-utilisation des crédits a été annulée, en partie, par des dépenses plus importantes que prévu, aux rubriques suivantes :

a) Voyages (119 000 dollars), en raison des rapatriements sanitaires et des déplacements imprévus résultant de l'affectation temporaire de membres du personnel; elle a été compensée en partie par une réduction du montant demandé pour financer les voyages de formation, grâce à un meilleur accès aux possibilités d'apprentissage et à un nombre plus grand de cours dispensés en interne (ibid., par. 38);

b) Transports maritimes ou fluviaux (5 839 900 dollars), grâce au règlement de sommes dues au titre de la location et de l'exploitation de navires lors d'exercices antérieurs et à l'application d'un coefficient délais de déploiement inférieur aux prévisions (ibid., par. 42);

c) Informatique (3 087 000 dollars) : elle tient au fait que le montant de 2,4 millions de dollars demandé pour le matériel de réseau fixe et les pièces de

rechange et articles consommables qui l'accompagnent, qui concernent les communications, avait été initialement comptabilisé à la rubrique Communications (2 400 000 dollars). Par ailleurs, des dépenses ont été engagées pour l'entretien et la réparation du matériel, les services informatiques et l'acquisition de matériel (ibid., par. 44);

d) Fournitures, services et matériels divers (3 205 000 dollars). Le dépassement des crédits tient à : i) un montant demandé au titre de la location de matériel radar, qui avait été initialement imputé à la rubrique Communications; ii) les ressources nécessaires au titre du fret, qui avaient été initialement inscrites aux rubriques Installations et infrastructures, Transports terrestres, Communications et Informatique; et iii) les ressources nécessaires au titre de l'assurance des véhicules, qui avaient été initialement inscrites à la rubrique Transports terrestres (ibid., par. 46).

8. Comme indiqué dans le tableau de la section III.B du rapport du Secrétaire général, au cours de l'exercice 2014/15, un montant de 8 390 600 dollars, qui représente 1,6 % du montant total des crédits ouverts de 509 554 400 dollars, a été réaffecté à trois catégories du budget (Militaires et personnel de police; Personnel civil; et Dépenses opérationnelles). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a obtenu une analyse de la répartition des fonds, des montants réaffectés et des dépenses par catégorie (voir également [A/70/571](#), par. 32), comme suit :

Tableau 1
Analyse de la répartition des fonds, des montants réaffectés et des dépenses à la FINUL par rubrique, pour l'exercice 2014/15

(En dollars des États-Unis)

	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart entre la répartition révisée et les dépenses</i>
<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3) = (1) + (2)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5) = (3) – (4)</i>
Consultants	63 600	(16 000)	47 600	130 400	(82 800)
Voyages	914 100	229 900	1 144 000	1 033 100	110 900
Installations et infrastructures	24 786 600	(5 285 224)	19 501 376	18 440 200	1 061 176
Transports terrestres	7 151 000	(246 304)	6 904 696	5 394 000	1 510 696
Transports aériens	6 169 900	(14 131)	6 155 769	5 549 000	606 769
Transports maritimes ou fluviaux	34 205 700	5 949 597	40 155 297	40 045 600	109 697
Communications	7 541 800	–	7 541 800	2 951 600	4 590 200
Informatique	4 934 700	1 191 299	6 125 999	8 021 700	(1 895 701)
Santé	1 081 800	–	1 081 800	556 000	525 800
Fournitures	2 823 200	116 435	2 939 635	6 028 200	(3 088 565)
Projets à effet rapide	500 000	–	500 000	496 800	3 200
Total	90 172 400	1 925 572	92 097 972	88 646 600	3 451 372

9. À sa demande de précisions supplémentaires, il a été répondu au Comité consultatif que les justifications invoquées à l'appui de la réaffectation de fonds concernaient des activités opérationnelles imprévues et que les missions ne pouvaient pas contracter d'obligations, engager des dépenses et effectuer des paiements sans passer par Umoja. Le Comité communiquera ses observations sur la question de la réaffectation de ressources dans le cadre de son rapport sur les questions générales concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/70/742).

10. Le Comité consultatif note que le Comité des commissaires aux comptes, dans son rapport sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice 2014/15, a fait nombre d'observations et de recommandations s'agissant de la FINUL, y compris sur les communications et l'informatique, les achats, la gestion des marchés et la gestion budgétaire et financière [A/70/5 (Vol. II)]. Le Comité s'est fait fournir des renseignements supplémentaires sur les mesures prises pour répondre aux préoccupations exprimées par le Comité des commissaires aux comptes (voir annexe I). Les observations générales et les recommandations du Comité consultatif figurent dans son rapport sur les conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/70/803). **Le Comité consultatif souligne qu'il importe d'appliquer intégralement et sans retard les recommandations du Comité des commissaires aux comptes.**

11. On trouvera dans la section ci-après, relative au projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre de divers objets de dépense.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

12. Le Comité consultatif a été informé qu'au 16 février 2016, un montant total de 7 934 287 000 dollars avait été mis en recouvrement auprès des États Membres pour la FINUL depuis sa création; sur ce montant, 7 703 829 000 dollars avaient été encaissés, et 230 458 000 dollars n'étaient pas encore acquittés. À cette date, le solde de trésorerie de la Force se montait à 216 224 000 dollars. Après constitution d'une réserve de trésorerie correspondant à trois mois de dépenses, soit 56 293 000 dollars, le reliquat disponible était de 159 931 000 dollars. Le Comité a été informé que la trésorerie disponible avait permis de rembourser les pays fournisseurs de contingents le 16 mars 2016. Il a été informé en outre que le solde restant dû au titre du matériel appartenant aux contingents s'élevait à 30 789 000 dollars au 31 décembre 2015. **Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée a toujours insisté sur le fait que tous les États Membres doivent s'acquitter de leurs obligations financières comme le prévoit la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire ponctuellement, intégralement et sans poser de conditions¹.**

13. Au 16 février 2016, un montant de 22 785 000 dollars avait été versé au titre de 533 demandes d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité depuis la création de la Force. Le Comité a été informé que deux sommes étaient encore dues

¹ Voir les résolutions 66/246, 65/293, 64/243, 62/236, 56/253 et 54/249.

à ce moment. **Le Comité consultatif compte que les demandes en instance seront réglées dans les meilleurs délais.**

14. Le Comité consultatif a reçu un tableau des dépenses effectives et du montant estimatif des dépenses de l'exercice 2015/16, assorti d'explications pour justifier les écarts. Au 31 janvier 2016, le montant des dépenses s'élevait à 389 773 600 dollars pour des crédits ouverts de 506 346 400 dollars, soit un taux d'utilisation de 98,9 %.

15. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2016, les chiffres de l'exercice concernant le déploiement des effectifs civils et militaires de la Force s'établissaient comme suit :

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé^a</i>	<i>Effectif déployé</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Militaires et personnel de police			
Contingents	15 000	10 526	29,8
Personnel civil			
Personnel recruté sur le plan international	275	252	8,4
Personnel recruté sur le plan national	635	581	8,5

^a Niveau le plus élevé de l'exercice.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017

A. Mandat et résultats attendus

16. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la FINUL dans ses résolutions [425 \(1978\)](#) et [426 \(1978\)](#); il l'a élargi dans sa résolution [1701 \(2006\)](#) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures, dont la dernière en date est la résolution [2236 \(2015\)](#), portant prorogation jusqu'au 31 août 2016.

17. Aux paragraphes 6 à 15 de son rapport sur son projet de budget, le Secrétaire général résume les principales priorités pour 2016/17, à savoir : a) maintenir une force crédible et efficace en matière de dissuasion, de prévention et de désescalade du conflit; b) renforcer les activités de liaison et la coordination, en particulier grâce au mécanisme tripartite (voir par. 29 ci-après); c) élargir le champ du partenariat stratégique conclu avec l'armée libanaise notamment en appuyant le renforcement des capacités pour faciliter un contrôle efficace et durable des conditions de sécurité dans la zone d'opérations et dans les eaux territoriales libanaises; d) continuer d'associer le Gouvernement libanais, en particulier par l'intermédiaire de ses ministères et de ses institutions chargées de la sécurité, à l'application de la résolution [1701 \(2006\)](#) relative au sud du Liban; et e) continuer d'aider, par ses moyens maritimes, la marine libanaise.

18. En 2016/17, la composante appui continuera également de fournir à toutes les composantes de la Force un éventail complet de services sur 55 sites et au quartier général de Naqoura. De plus, grâce aux fonctions de liaison assurées par son bureau de Beyrouth, elle continuera de jouer un rôle essentiel dans la gestion des questions relatives à l'accord sur le statut des forces, l'exportation et l'importation de biens et

de services et le transit du matériel et du personnel, et d'assurer la coordination avec le Gouvernement et les autres bureaux des Nations Unies.

19. Le Secrétaire général a également indiqué qu'un examen des besoins en personnel civil avait été mené en septembre 2013 en vue d'adapter les effectifs de la Force sur ses fonctions pour qu'elle puisse s'acquitter efficacement de son mandat. Au nombre des recommandations issues de cet examen figurait une réduction des effectifs échelonnée sur trois exercices, soit la suppression de 146 postes au 30 juin 2017. La réduction nette proposée en 2016/17 concernait huit postes (suppression de 10 postes faisant l'objet d'un recrutement international, création de 2 postes de temporaire faisant l'objet d'un recrutement international et transformation de 11 postes de fonctionnaire international en postes d'agent recruté sur le plan national) (voir également les paragraphes 26 à 29 ci-après). Le Comité consultatif a communiqué ses observations sur la mise en œuvre des résultats de l'examen des besoins en personnel civil dans son précédent rapport ([A/69/839/Add.8](#), par. 24 à 27; voir également par. 31 et 32). Ayant demandé des précisions, le Comité a obtenu une liste complète des postes supprimés à ce jour et des postes que l'on se propose de supprimer au cours de la prochaine phase finale, l'exercice 2016/17, dans le cadre de l'examen des besoins en personnel civil (voir annexe II).

20. Dans son rapport, le Secrétaire général décrit également la coopération établie entre la Force et d'autres entités des Nations Unies au niveau régional grâce à la mise en place d'une étroite coopération avec le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban. La Force continue d'assurer, à l'échelle régionale, la coordination des services dans les domaines de l'informatique et des communications, ainsi que des activités relatives à la déontologie et à la discipline, au VIH/sida et au contrôle, pour elle-même et pour la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) et la Base de soutien logistique des Nations Unies (BSLB) à Brindisi (Italie). La FINUL continuera également de coordonner le réseau régional de formation et assurera une formation dans bon nombre de bureaux et de missions des Nations Unies. De plus, les services régionaux de l'informatique et des communications continueraient de coordonner les objectifs stratégiques dans ce domaine, y compris en ce qui concerne les fonctions des systèmes d'information géographique parmi les quatre entités de la région (FINUL, FNUOD, UNFICYP et ONUST) (*ibid.*, par. 16 à 18).

B. Ressources nécessaires

21. Le projet de budget de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, qui couvre le déploiement de 15 000 militaires, 254 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 646 agents recrutés sur le plan national, prévoit une enveloppe d'un montant brut de 499 440 200 dollars, ce qui représente une diminution de 6 906 200 dollars (1,4 % en valeur brute) par rapport au crédit de 506 346 400 dollars ouvert pour l'exercice 2015/16. On trouvera aux sections II et IV du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget ([A/70/699](#)) des informations détaillées sur les ressources financières demandées et une analyse des variations ([A/70/699](#)).

22. Les variations dans les ressources nécessaires de la FINUL pour 2016/17 sont le résultat net de :

a) La diminution des ressources prévues au titre des contingents (1 067 500 dollars), qui s'explique principalement par l'application d'un taux de vacance de 29,3 % contre 26,5 % pour 2015/16. Elle a été en partie contrebalancée d'une part par l'augmentation des crédits demandés pour le matériel appartenant au contingent, qui devrait nécessiter davantage de services d'entretien, et d'autre part par la hausse du taux unique de remboursement en ce qui concerne le coût des contingents, conformément à la résolution 68/281 de l'Assemblée générale (A/70/699, par. 96). Des informations diverses au sujet des ajustements effectués par la mission lorsque du matériel appartenant aux contingents fait défaut ou est défectueux figurent dans le rapport du Comité consultatif sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (A/70/742);

b) L'augmentation des dépenses au titre du personnel recruté sur les plans international (1 081 400 dollars) et national (607 000 dollars), imputable à des taux de vacance plus faibles pour le personnel recruté sur le plan international (1 % contre 10 % en 2015/16), en partie neutralisée par des taux de vacance plus élevés que prévu pour le personnel recruté sur le plan national (20 % contre 15 % en 2015/16); et, à la suite de l'examen des besoins en personnel civil, la proposition de supprimer 10 postes faisant l'objet d'un recrutement international, de transformer 11 postes faisant l'objet d'un recrutement international en postes soumis à un recrutement national, et, s'agissant des postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions) (408 000 dollars), de créer deux nouveaux emplois de temporaire recruté sur le plan international dans la Cellule d'analyse conjointe de la mission;

c) La réduction des dépenses opérationnelles (7 935 140 dollars) au titre des quatre rubriques suivantes :

i) Les voyages (72 000 dollars) : le montant demandé pour financer les voyages de formation a baissé, un plus grand nombre de cours étant disponibles en ligne et des formations dispensées en interne à la mission;

ii) Installations et infrastructures (5 114 800 dollars) : les services d'entretien ne doivent pas être sous-traités à des prestataires externes et sont assurés en interne par le personnel de la FINUL, conformément à la recommandation issue de l'étude de faisabilité (par. 31 à 34 ci-après). La diminution résulte également de la baisse du prix du diesel et des montants prévus pour les barrières de défense et les munitions du fait que les stocks sont suffisants (ibid., par. 101);

iii) Les transports terrestres (768 200 dollars) : la diminution des ressources prévues s'explique principalement par la baisse du prix du litre de diesel et par la réduction des montants demandés au titre de la location de véhicules (ibid., par. 102);

iv) Les communications (3 377 800 dollars) : la diminution des ressources prévues s'explique principalement par le fait que le coût estimé de la location de matériel (radar), précédemment inscrit à la rubrique Communications, est porté à la rubrique Fournitures, services et matériel divers, sans avoir d'incidence sur l'ensemble des ressources nécessaires; le fait que le coût d'acquisition d'équipements et de composants réseau, précédemment inscrit à la rubrique Communications, est porté à la rubrique Informatique; le fait qu'il

ne soit pas nécessaire de budgétiser des dépenses indirectes d'appui au titre d'Umoja, et enfin par l'application de la commutation MPLS, qui remplacerait les trois lignes louées actuellement utilisées (ibid., par. 104).

La baisse des ressources prévues au titre des dépenses opérationnelles s'explique principalement par l'augmentation des ressources prévues au titre des Fournitures, services et matériel divers (2 034 200 dollars) en raison de l'inscription susmentionnée de la location de matériel (radar) à cette rubrique (ibid., par. 107).

1. Membres des contingents

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé 2015/16</i>	<i>Effectif autorisé 2016/17</i>	<i>Variation</i>
Contingents	15 000	15 000	–

23. Les ressources demandées au titre des membres des contingents pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 se montent à 333 102 800 dollars, soit une diminution de 1 067 500 dollars, ou 0,3 %, par rapport au montant alloué pour 2015/16.

24. Le Secrétaire Général note que les prévisions de dépenses au titre des contingents tiennent compte des mesures visant à accroître l'efficacité relatives à la relève des contingents et au contrôle des rations (ibid., par. 83). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que sur les 18 pays qui fournissent des contingents à la Force, 6 utiliseraient des appareils affrétés pour des durées courtes ou longues pour la relève, et que les 12 autres procéderaient à la relève grâce à un système de vols aller-retour, ce qui permettrait de réduire au minimum la distance parcourue et le temps de vol effectué à vide par les appareils, et par là, d'après les informations communiquées au Comité, d'économiser 1,4 million de dollars. Le Comité a également été informé que des gains d'efficacité supplémentaires résulteraient de la mise en œuvre du plan de gestion des rations et de l'utilisation de boîtes de rations : de plus petites quantités seraient achetées plus fréquemment, ce qui permettrait d'échelonner les dates d'expiration et de surveiller plus efficacement la durée de conservation de ces articles. En outre, on s'efforcerait, dans la mesure du possible, de fournir aux membres des contingents des produits alimentaires frais au lieu de boîtes de rations. Les gains d'efficacité résultant de l'amélioration du contrôle des rations permettraient d'économiser 316 800 dollars. **Le Comité consultatif se félicite de ces mesures visant à accroître l'efficacité et des économies qui devraient en découler.**

25. **Le Comité consultatif recommande que les crédits demandés au titre des contingents soient approuvés.**

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2015/16^a</i>	<i>Effectif proposé pour 2016/17^a</i>	<i>Variation</i>
Personnel civil			
Personnel recruté sur le plan international	275	256 ^b	(19)

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2015/16^a</i>	<i>Effectif proposé pour 2016/17^a</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan national	635	646	11

^a Niveau le plus élevé de l'exercice 2015/16.

^b Y compris deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) recrutés sur le plan international.

26. Les ressources demandées au titre du personnel civil pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 se montent à 95 992 400 dollars, soit une augmentation de 2 096 400 dollars, ou 2,2 %, par rapport au montant alloué pour 2015/16.

27. Les modifications du tableau d'effectifs proposées pour chaque bureau sont décrites aux paragraphes 25 à 81 du rapport du Secrétaire général (A/70/699) et récapitulées à l'annexe III du présent rapport. Le Secrétaire général propose une réduction nette de huit postes, qui résulte de la suppression de 10 postes soumis à recrutement international et de la création de 2 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) soumis à recrutement international de classe P-3 pour des analystes de l'information à la Cellule d'analyse conjointe de la Mission, ainsi que la transformation de 11 postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national à la Section des transports, des mouvements et des opérations aériennes et aux Services régionaux de l'informatique et des communications, comme indiqué en détail à l'annexe III. En ce qui concerne la transformation de postes proposée et son incidence sur les taux de vacance de postes, le Comité consultatif a été informé, en réponse à ses questions, que cette transformation devrait permettre d'économiser 1 067 000 dollars et que les taux de vacance de postes pour le personnel recruté sur les plans international et national avaient été ajustés en conséquence pour l'exercice 2016/17.

28. S'agissant de la proposition de transférer l'Équipe déontologie et discipline [qui comprend 1 poste P-5 de chef, 2 postes P-4 de spécialiste de la déontologie et de la discipline, 1 poste P-3 de spécialiste de la déontologie et de la discipline, 1 poste d'assistant administratif (agent du Service mobile), 1 poste de spécialiste adjoint de la déontologie et de la discipline (administrateur recruté sur le plan national) et 1 poste d'assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national)] au Bureau du Chef de la mission et commandant de la Force (ibid. par. 26), le Comité consultatif a été informé, en réponse à ses questions, qu'elle visait à améliorer l'application du principe de responsabilité et à souligner l'importance des questions de déontologie et de discipline et le fait qu'elles constituent des fonctions de gestion essentielles. Cette modification permettra également de clarifier les rapports hiérarchiques et d'aligner la structure des effectifs de la FINUL sur celle d'autres missions de maintien de la paix.

29. En ce qui concerne la proposition de transférer 4 postes du Groupe de coordination tripartite [1 poste d'assistant administratif (agent du Service mobile) et 3 postes d'agent des services généraux (1 assistant d'information et 2 assistants d'équipe)] à d'autres sections (ibid. par. 34), le Comité consultatif a été informé, suite à ses questions, qu'en raison de la nature sensible des activités concernées, il était nécessaire d'accroître la participation du personnel recruté sur le plan

international et qu'il était par conséquent proposé de transférer les postes soumis à recrutement national et d'affecter leurs titulaires à d'autres fonctions.

30. Le Comité consultatif recommande d'approuver les modifications du tableau d'effectifs proposées ainsi que les ressources demandées au titre du personnel civil.

Autres questions connexes

Étude de faisabilité concernant l'externalisation des services d'ingénierie

31. Le Secrétaire général note que la stratégie de gestion des effectifs pour l'exercice 2015/16 se fondait sur les recommandations issues de l'examen des besoins en personnel civil mentionné précédemment, qui préconisaient l'externalisation de l'entretien des bâtiments et des groupes électrogènes; la prise en compte de ces recommandations s'est traduite par la suppression de 48 postes de la Section du génie. Plus tard, la FINUL a mené une étude de faisabilité comportant une analyse coût-avantage, qui a conclu que l'externalisation des services d'entretien et le recours à des prestataires commerciaux nécessiteraient en réalité des ressources financières supplémentaires. Il est donc proposé de rétablir la capacité d'effectuer ces fonctions spécifiques en interne en 2016/17, grâce au transfert et à la réaffectation à la Section du génie de postes actuellement affectés à diverses composantes et sections de la Force (voir annexe III).

32. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'externalisation des fonctions d'ingénierie avait été recommandée à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil mené en septembre 2013, puis approuvée par les hauts responsables de la FINUL en novembre 2013. Toutefois, l'étude de faisabilité menée en octobre 2015 a par la suite conclu que le coût estimatif des traitements, des contributions du personnel et des dépenses communes de personnel pour les 48 postes d'ingénieur ayant été supprimés s'élèverait à environ 3,7 millions de dollars pour 2015/16, alors que le montant estimatif des dépenses prévues au titre des services contractuels d'entretien des bâtiments et des groupes électrogènes était de 5,4 millions de dollars. Par conséquent, selon le Secrétaire général, l'externalisation des fonctions d'ingénierie de la FINUL coûterait 1,7 million de dollars de plus que le maintien des 48 postes d'ingénieur.

33. Ayant demandé plus de précisions sur ce point, le Comité consultatif a appris qu'en avril 2016, la Force avait versé 133 900 dollars au titre des indemnités relatives à la cessation de service de deux membres du personnel recruté sur le plan international, et 9 800 dollars au titre de ces indemnités pour un membre du personnel recruté sur le plan national, suite à la suppression de ces postes. La cessation de service de deux autres membres du personnel recruté sur le plan international entraînerait le versement à ces derniers d'un montant de 192 400 dollars en juin 2016. Le Comité a également été informé que, suite à la décision de rétablir la capacité d'assurer en interne l'entretien des bâtiments et des groupes électrogènes, dans la mesure du possible, les membres du personnel concernés avaient été réaffectés à d'autres sections et qu'il était proposé de redéployer et de réaffecter à la Section du génie un certain nombre de postes relevant actuellement de diverses composantes et sections de la Force (voir également [A/70/699](#), par. 11 à 12).

34. Le Comité consultatif note que la proposition de supprimer 48 postes a été mise sur la table sans que des comparaisons de coûts fiables aient été réalisées, et que l'étude de faisabilité et la comparaison des coûts n'ont été entreprises qu'après qu'il a été tenu compte des incidences financières de cette proposition sur les ressources demandées pour 2015/16 et après qu'on a constaté qu'elle avait des incidences financières imprévues, ce qui aurait pu être évité si l'on avait procédé à une planification en bonne et due forme.

35. Le Comité consultatif note également que les motifs invoqués pour justifier la décision de supprimer ces 48 postes n'ont pas été validés et que la proposition est désormais enterrée. En conséquence, le Comité recommande que des précisions expliquant la logique présidant à cette volte-face dans la stratégie du Secrétaire général concernant la fourniture de services d'appui technique à la FINUL soient communiquées à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le présent rapport, et qu'elles détaillent les comparaisons de coûts, qu'ils soient directs ou indirects.

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

	<i>Montant approuvé 2015/16</i>	<i>Montant proposé 2016/17</i>	<i>Variation</i>
Dépenses opérationnelles	78 280 100	70 345 000	(7 935 100)

36. Les ressources jugées nécessaires au titre des dépenses opérationnelles pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 se montent à 70 345 000 dollars, soit une diminution de 7 935 100 dollars, ou 10,1 %, par rapport au montant alloué pour l'exercice 2015/16, à savoir 78 280 100 dollars. La diminution des dépenses prévues s'explique principalement par des réductions au titre des voyages, des installations et infrastructures, des transports terrestres, des communications et de l'informatique, qui sont toutefois contrebalancées par une augmentation des dépenses prévues au titre des fournitures, services et matériel divers.

Voyages

37. Le projet de budget prévoit au titre des voyages un montant de 899 000 dollars, soit une diminution de 72 000 dollars, ou 7,4 %, par rapport au montant alloué pour 2015/16. Le Secrétaire général note que la diminution des dépenses prévues s'explique principalement par une réduction des montants nécessaires au titre des voyages à des fins de formation, un plus grand nombre de cours étant organisés sur place ou disponibles en ligne.

38. Le Comité consultatif a demandé et obtenu des précisions sur les déplacements prévus en 2016 par l'ensemble des missions de maintien de la paix. Dans le cas de la FINUL, le Comité note que les prévisions de dépenses au titre des voyages non liés à la formation tenaient compte des ressources nécessaires pour financer le déplacement de membres du personnel à New York en vue de la présentation du budget annuel de la FINUL au Comité, ainsi que de celles nécessaires au financement des voyages de un à quatre membres du personnel de la FINUL à la fois, afin que ces derniers participent à divers ateliers et conférences, notamment à un atelier à l'intention des coordonnateurs pour les questions relatives à la situation

des femmes, à un atelier annuel sur le VIH/sida, à un atelier sur le matériel appartenant aux contingents, à un séminaire annuel sur l'aviation et à une conférence annuelle des conseillers juridiques des missions organisée au Siège de l'ONU, à New York. À cet égard, le Comité, soucieux de savoir si ces voyages seraient entrepris en classe affaires ou en classe économique, a demandé des informations détaillées sur la répartition de ces prévisions de dépenses, mais ne les a pas encore obtenues. Le Comité a également été informé qu'il a été indiqué à toutes les missions que les voyages effectués à des fins de formation et de renforcement des capacités doivent être effectués en classe économique et que doivent être englobées dans cette catégorie diverses activités, et notamment les ateliers en face-à-face, les séminaires annuels et les conférences et ateliers techniques, comme le prévoient les instructions administratives sur ce sujet².

39. Le Comité consultatif rappelle que depuis 2011 l'Assemblée générale a approuvé un certain nombre de mesures visant à faire en sorte que l'on tire un meilleur parti des ressources consacrées aux voyages en avion. Dans cet esprit, le Comité consultatif recommande de ne pas inclure dans les prévisions de dépenses des ressources devant servir à financer des voyages à New York aux fins de la présentation du budget de la FINUL. En outre, en ce qui concerne les voyages effectués pour participer à des ateliers et à des conférences, y compris ceux cités ci-dessus, le Comité consultatif souligne qu'il convient de veiller à ce que les prévisions de dépenses soient établies en fonction de la classe de voyage appropriée. À cet égard, le Comité consultatif regrette que des informations détaillées concernant la classe dans laquelle les voyages doivent être effectués ne lui aient pas été fournies en même temps que d'autres informations détaillées (voir également le document publié sous la cote [A/70/742](#) pour les observations et recommandations générales du Comité consultatif concernant les voyages). En conséquence, le Comité consultatif recommande, dans ce cas, une réduction générale de 45 000 dollars, soit 5 %, des ressources demandées pour la FINUL au titre des voyages.

40. Le Comité consultatif note que la Force devrait s'efforcer de mieux respecter, au cours de l'exercice 2016/17, la règle relative à l'achat des billets 16 jours à l'avance qui est en vigueur dans l'Organisation. À cet égard, le Comité a été informé, en réponse à ses questions, que pour l'exercice 2014/15, seules 62,8 % des dispositions en matière de voyages avaient été prises conformément à cette règle. Le Comité entend formuler d'autres observations sur cette question dans le cadre de son rapport sur les conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 ([A/70/803](#)).

Installations et infrastructures

41. Le Secrétaire général indique que la diminution des ressources prévues au titre des installations et infrastructures s'explique principalement par le fait que les services d'entretien seront assurés en interne par le personnel de la FINUL au lieu d'être sous-traités, et tient compte en cela de l'annulation du projet de plan d'externalisation, comme indiqué ci-dessus ([A/70/699](#), par. 101).

² Instruction administrative [ST/AI/2013/3](#) sur les voyages autorisés et circulaire du Secrétaire général [ST/SGB/2009/9](#) sur la politique de formation et de perfectionnement du personnel.

Fournitures, services et matériel divers

42. Les ressources demandées au titre des fournitures, services et matériel divers doivent notamment permettre de financer la location de matériel radar, dépense qui était auparavant inscrite à la rubrique Communications (ibid., par. 10 et 107).

43. Le Comité consultatif note que ce transfert d'une catégorie de dépenses à une autre, qui se justifie par la révision des règles de classification des coûts ayant découlé de la mise en service d'Umoja, a entraîné un écart de 20 000 dollars, étant donné qu'après l'augmentation liée à ce transfert les dépenses prévues au titre des fournitures, services et matériel divers s'élèvent à 452 600 dollars, alors qu'après la diminution correspondante les dépenses prévues au titre des communications s'élèvent à 432 500 dollars. Ayant demandé des explications, le Comité a été informé que cet écart de 20 000 dollars pour les années considérées était imputable à une augmentation des dépenses prévues en rapport avec la nécessité de remplacer le matériel informatique qui arrive en fin de cycle de vie.

44. Le Comité consultatif a été informé que s'agissant des honoraires, des fournitures et des services liés à la formation, y compris les services de consultants, un montant de 451 800 dollars avait été alloué pour l'exercice 2015/16, mais qu'au 31 janvier 2016, seuls 108 700 dollars, soit 24 % de cette somme, avaient été dépensés. Pour l'exercice 2014/15, un montant de 430 500 dollars avait été alloué, et les dépenses s'étaient élevées à 296 300 dollars, soit 69 % du montant alloué. **Le Comité consultatif note que le Secrétaire général a continué à demander le même niveau de ressources au titre des honoraires, fournitures et services liés à la formation pour les exercices 2014/15 et 2015/16, et qu'un montant comparable, soit 438 200 dollars, est maintenant proposé pour 2016/17, alors même que l'expérience montre que les dépenses sont régulièrement inférieures aux prévisions. Le Comité consultatif est d'avis que les dépenses prévues au titre des honoraires, fournitures et services liés à la formation, services de consultants y compris, doivent être ajustées de manière à refléter les besoins réels et recommande donc de réduire le montant demandé à cette rubrique de 100 000 dollars pour le ramener à 338 200 dollars.**

Ordinateurs

45. Le Comité consultatif a été informé que la Force disposait actuellement au total de 1 157 ordinateurs (ordinateurs de bureau et ordinateurs portables) utilisés par le personnel ainsi que de 803 ordinateurs supplémentaires, qui, entre autres choses, sont utilisés par les contingents et servent à la formation, à la facturation des appels téléphoniques et à d'autres usages courants ou particuliers. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que 241 ordinateurs étaient réservés à des usages courants et étaient notamment utilisés dans les cellules de crise des missions, pour suivre la consommation de carburants, dans les salles de vidéo et de téléconférence, pour contrôler l'utilisation de l'électricité et des groupes électrogènes, pour les travaux des auditeurs et les activités de production de photos et de vidéos des spécialistes de l'information et pour l'administration des arrivées et des départs des membres du personnel. En outre, 14 ordinateurs étaient réservés à l'usage des dirigeants de la Force et se trouvaient dans divers bureaux et lieux de résidence des responsables militaires et civils de la mission.

46. Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 39 et 44 ci-dessus, **le Comité consultatif recommande que les ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles soient approuvées.**

V. Conclusion

47. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 sont énoncées au paragraphe 47 du rapport sur l'exécution du budget (A/70/751). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 16 354 400 dollars, ainsi qu'un montant de 7 472 500 dollars correspondant aux recettes diverses et aux ajustements, soient portés au crédit des États Membres.**

48. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 sont énoncées au paragraphe 108 du projet de budget (A/70/699). **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée ouvre un crédit d'un montant de 499 295 200 dollars aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la FINUL au-delà du 31 août 2016.**

Documentation

- Exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/70/571)
- Budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/70/699)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (A/69/839/Add.8)
- Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies [A/70/5 (Vol. II)]
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2014 (A/70/803)
- Résolution 69/302 de l'Assemblée générale sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban
- Résolutions 425 (1978), 426 (1978), 1701 (2006) et 2236 (2015) du Conseil de sécurité

Annexe I

Mesures prises par la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour donner suite aux recommandations formulées dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix portant sur l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 [A/70/5 (Vol. II)]

<i>Domaine</i>	<i>Mesures prises et observations</i>
Informatique et communications	Le Département de l'appui aux missions a récemment procédé à une évaluation des points faibles à l'échelle de la mission et la FINUL a réalisé en interne des évaluations supplémentaires de ses capacités de reprise après sinistre, de prévention des cyber-attaques et d'analyse des risques afin de garantir la continuité des opérations et de veiller à ce que les mesures qui s'imposent soient en place pour atteindre le niveau attendu de résilience opérationnelle.
Achats	La FINUL a fourni au Comité des commissaires aux comptes des informations substantielles prouvant que le devoir de précaution s'applique aux appels d'offres et à toutes les autres procédures d'achat et que les règles et les directives relatives aux achats sont strictement respectées. Elle travaille également en étroite collaboration avec les pays qui fournissent des contingents pour faire en sorte que ces derniers appliquent le protocole établi à leurs propres procédures d'achat afin d'éviter tout risque éventuel pour la sécurité.
Gestion des risques	La FINUL a opté pour une mise en œuvre progressive de la procédure de gestion du risque institutionnel et s'est acquittée de l'ensemble des activités de sensibilisation et de formation prescrites dans toutes ses composantes. Elle met actuellement la dernière main à l'inventaire des risques en vue d'établir la liste des principaux risques stratégiques et opérationnels auxquels elle doit faire face ainsi que des stratégies et des mesures d'atténuation à mettre en place.
Gestion des contrats	La FINUL a mis en place un groupe du suivi de l'exécution des marchés et de la gestion de la performance, qui relève directement du Bureau du Directeur de l'appui à la mission. La Force a entrepris de suivre de près les principaux marchés qu'elle passe.
Véhicules	Le comité du parc automobile s'est récemment réuni et a formulé des recommandations qui sont actuellement mises en œuvre en vue de respecter le coefficient standard fixé en ce qui concerne les véhicules légers de la Force. Par ailleurs, la Force a élaboré des directives et des critères clairs régissant l'usage des véhicules à titre personnel au nord et au sud du fleuve du Litani.

<i>Domaine</i>	<i>Mesures prises et observations</i>
Gestion des stocks	La FINUL continue de suivre le nombre et l'état des biens, utilisés ou en stock, qui, malgré leur ancienneté, peuvent continuer d'être utilisés et permettent ainsi de faire des économies, en accordant une attention particulière à tous les biens qui pourraient présenter des risques ou des problèmes liés à la sécurité ou qu'il n'est plus rentable de conserver. La Force a pris des mesures pour réduire les stocks actuels et continue de veiller à ce que tous les stocks opérationnels et les stocks de matériel vieillissant répondent aux principaux indicateurs de résultats.
Abris d'urgence	La FINUL a entrepris d'inspecter régulièrement tous ses abris d'urgence et de veiller à ce qu'ils répondent aux normes établies. Une liste de vérification normalisée a été élaborée pour permettre de s'assurer, lors de chaque inspection, que chacun des abris dispose des réserves, du matériel de communication et des équipements de sécurité nécessaires et que ces derniers fonctionnent correctement.
Gestion budgétaire et financière	Dans sa lettre de recommandations sur la FINUL, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que le budget présenté par la Force était complet et de bonne qualité, et qu'il avait été établi conformément aux instructions du Siège. Ils ont en outre noté que les soldes vérifiés étaient matériellement exacts et qu'aucune erreur majeure n'avait été relevée, ni dans la balance des comptes, ni dans les informations communiquées. La FINUL a établi un budget détaillé en se basant sur des hypothèses budgétaires précises de manière à ce que les paramètres propres à la Force soient dûment pris en compte.

Annexe II

Liste des 146 postes qu'il a été proposé de supprimer dans le cadre de l'examen des besoins en personnel civil

A. Exercice 2014/15

<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Situation au 30 juin 2014</i>	<i>Date de cessation de service</i>
P-4	Fonctionnaire chargé de la gestion des contrats	Section des services généraux	Vacant	Vacant
P-4	Spécialiste du perfectionnement du personnel	Groupe de la formation intégrée	Vacant	Vacant
P-3	Fonctionnaire d'administration	Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la Mission	Vacant	Vacant
P-3	Fonctionnaire chargé de la gestion des installations	Section des services généraux	Vacant	Vacant
P-3	Spécialiste des ressources humaines	Section des ressources humaines	Pourvu	1 ^{er} novembre 2014
P-3	Spécialiste des opérations logistiques	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
SM	Spécialiste des ressources humaines	Section des ressources humaines	Vacant	Vacant
SM	Fonctionnaire chargé des transports	Section des transports	Vacant	Vacant
SM	Assistant administratif	Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la Mission	Pourvu	1 ^{er} septembre 2015
SM	Technicien du génie (groupes électrogènes)	Section du génie	Pourvu	31 mai 2015
SM	Technicien (eau et assainissement)	Section du génie	Pourvu	27 juillet 2015
SM	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Pourvu	
SM	Technicien en télécommunications	Services régionaux de l'informatique et des communications	Pourvu	31 octobre 2015
SM	Assistant au contrôle des mouvements	Section du contrôle des mouvements	Pourvu	
SM	Assistant chargé du matériel appartenant aux contingents	Section de la gestion du matériel	Vacant	Vacant
SM	Assistant administratif	Section des transports	Vacant	Vacant

<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Situation au 30 juin 2014</i>	<i>Date de cessation de service</i>
SM	Assistant (transports)	Section des transports	Vacant	Vacant
SM	Assistant (transports)	Section des transports	Vacant	Vacant
SM	Technicien chauffage, ventilation et climatisation	Section du génie	Pourvu	31 décembre 2015
SM	Assistant chargé de la réception et de l'inspection	Section des services généraux	Vacant	Vacant
SM	Assistant aux télécommunications	Services régionaux de l'informatique et des communications	Pourvu	
SM	Assistant aux télécommunications	Services régionaux de l'informatique et des communications	Pourvu	31 mai 2015
SM	Assistant aux télécommunications	Services régionaux de l'informatique et des communications	Pourvu	30 novembre 2015
SM	Assistant aux achats	Section des achats	Pourvu	
SM	Assistant aux achats	Section des achats	Pourvu	
SM	Assistant (transports)	Section des transports	Vacant	Vacant
GN	Chauffeur	Bureau du Directeur de l'appui à la mission	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'équipe	Section des services généraux	Pourvu	1 ^{er} juin 2015
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Pourvu	
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Pourvu	
GN	Assistant d'équipe	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'équipe	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Pourvu	
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Pourvu	
GN	Assistant d'équipe	Section des services généraux	Pourvu	
GN	Assistant d'équipe	Section des services généraux	Vacant	Vacant

<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Situation au 30 juin 2014</i>	<i>Date de cessation de service</i>
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Pourvu	
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Pourvu	
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'équipe	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'équipe	Section des services généraux	Pourvu	
GN	Assistant (budget)	Section de la gestion financière	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'équipe	Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la Mission	Vacant	Vacant

<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Situation au 30 juin 2014</i>	<i>Date de cessation de service</i>
GN	Électricien	Section du génie	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'équipe	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section des services généraux	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant

B. Exercice 2015/16

<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Situation au 30 juin 2015</i>	<i>Date de cessation de service</i>
SM	Agent de sécurité	Section de la sécurité	Vacant	Vacant
SM	Assistant (budget et finances)	Section de la gestion financière	Vacant	Vacant
SM	Assistant aux enquêtes sur les atteintes à la sécurité	Section de la sécurité	Vacant	Vacant
SM	Fonctionnaire chargé de la gestion des installations	Section du génie	Vacant	Vacant
SM	Technicien du génie	Section du génie	Vacant	Vacant
SM	Assistant (gestion des biens et des fournitures)	Section du génie	Vacant	Vacant
SM	Technicien du génie	Section du génie	Vacant	Vacant
SM	Assistant informaticien	Services régionaux de l'informatique et des communications	Vacant	Vacant
SM	Assistant aux télécommunications	Services régionaux de l'informatique et des communications	Vacant	Vacant
SM	Installateur	Services régionaux de l'informatique et des communications	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'équipe	Section de la gestion financière	Vacant	Vacant
GN	Opérateur de machines lourdes	Section du génie	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section du génie	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion des installations)	Section du génie	Vacant	Vacant
GN	Technicien chauffage, ventilation et climatisation	Section du génie	Vacant	Vacant
GN	Assistant (entrepôts)	Section du génie	Vacant	Vacant
GN	Infographiste	Section de l'information	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'équipe	Groupe d'appui au Groupe de coordination tripartite	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'information	Section de l'information	Vacant	Vacant
GN	Assistant administratif	Section de la sécurité	Vacant	Vacant
GN	Assistant administratif	Bureau du Directeur de l'appui à la Mission	Vacant	Vacant

<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Situation au 30 juin 2015</i>	<i>Date de cessation de service</i>
GN	Assistant chargé des ressources humaines	Section des ressources humaines	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Section des ressources humaines	Vacant	Vacant
GN	Assistant chargé de la réception et de l'inspection	Section de la chaîne d'approvisionnement	Vacant	Vacant
GN	Assistant d'équipe	Section de la chaîne d'approvisionnement	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion du matériel)	Section de la chaîne d'approvisionnement	Vacant	Vacant
GN	Assistant (stocks et approvisionnement)	Section de la chaîne d'approvisionnement	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant au contrôle des mouvements	Section des transports, des mouvements et des opérations aériennes	Vacant	Vacant
GN	Assistant (stocks et approvisionnement)	Section des transports, des mouvements et des opérations aériennes	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant informaticien	Services régionaux de l'informatique et des communications	Vacant	Vacant
GN	Assistant informaticien	Services régionaux de l'informatique et des communications	Vacant	Vacant

<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Situation au 30 juin 2015</i>	<i>Date de cessation de service</i>
GN	Technicien radio	Services régionaux de l'informatique et des communications	Vacant	Vacant
GN	Assistant à la cession du matériel	Section de la chaîne d'approvisionnement	Vacant	Vacant
GN	Assistant (stocks et approvisionnement)	Section de la chaîne d'approvisionnement	Vacant	Vacant
GN	Électricien	Section de la chaîne d'approvisionnement	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion du matériel)	Section de la chaîne d'approvisionnement	Vacant	Vacant
GN	Assistant multilingue	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Installateur	Services régionaux de l'informatique et des communications	Vacant	Vacant
GN	Mécanicien automobile	Section des transports, des mouvements et des opérations aériennes	Vacant	Vacant
GN	Mécanicien automobile	Section des transports, des mouvements et des opérations aériennes	Vacant	Vacant
GN	Mécanicien automobile	Section des transports, des mouvements et des opérations aériennes	Vacant	Vacant
GN	Assistant (stocks et approvisionnement)	Section des transports, des mouvements et des opérations aériennes	Vacant	Vacant
GN	Agent de maintenance	Section des transports, des mouvements et des opérations aériennes	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion du matériel)	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion du matériel)	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant
GN	Électricien	Section du génie	Vacant	Vacant
GN	Électricien	Section du génie	Vacant	Vacant
GN	Assistant (gestion du matériel)	Centre des opérations logistiques conjointes	Vacant	Vacant

C. Exercice 2016/17

<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Situation au 30 juin 2016</i>	<i>Date de cessation de service</i>
P-4	Fonctionnaire d'administration	Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la Mission	Vacant	
SM	Spécialiste des ressources humaines	Section de la gestion des ressources humaines	Pourvu	30 juin 2016
SM	Électricien	Section du génie	Vacant	
SM	Assistant (budget et finances)	Section des finances et du budget	Vacant	
SM	Assistant aux achats	Section des achats	Vacant	
SM	Technicien (approvisionnement en eau et assainissement)	Section du génie	Pourvu	30 juin 2016
SM	Assistant ingénierie (groupes électrogènes)	Section du génie	Pourvu	30 juin 2016
SM	Assistant administratif	Centre des opérations logistiques conjointes	Pourvu	30 juin 2016
SM	Assistant informaticien	Services régionaux de l'informatique et des communications	Pourvu	30 juin 2016
SM	Assistant informaticien	Services régionaux de l'informatique et des communications	Pourvu	30/06/2016

Abréviations : GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile.

Annexe III

Force intérimaire des Nations Unies au Liban : récapitulatif des modifications du tableau d'effectifs proposées pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017

<i>Unité administrative</i>	<i>Variation</i>	<i>Classification</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Direction exécutive et administration					
Bureau du Chef de la mission et commandant de la Force	- 1	GN	Assistant multilingue	Réaffectation	À la Section du génie en tant que poste d'assistant (gestion des installations)
Total partiel	- 1				
Équipe déontologie et discipline					
	+ 1	P-5	Chef de l'Équipe déontologie et discipline	Transfert	Depuis la composante appui
	+ 2	P-4	Spécialiste de la déontologie et de la discipline	Transfert	
	+ 1	P-3	Spécialiste de la déontologie et de la discipline	Transfert	
	+ 1	SM	Assistant administratif	Transfert	
	+ 1	AN	Spécialiste adjoint de la déontologie et de la discipline	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant administratif	Transfert	
Total partiel	+ 7				
Cellule d'analyse conjointe de la mission					
	+ 1	P-5	Chef	Transfert	Depuis le Bureau du Chef adjoint de la mission et Directeur des affaires politiques et civiles
	+ 2	P-4	Analyste de l'information	Transfert	
	+ 1	P-3	Analyste de l'information	Transfert	
	+ 1	SM	Assistant administratif	Transfert	
	+ 1	AN	Analyste de l'information	Transfert	
	+ 2	GN	Assistant de recherche	Transfert	
Total partiel	+ 8				
Emplois de temporaire	+ 2	P-3	Analyste de l'information	Création	
Total partiel	+ 2				
Total partiel	+ 10				

Unité administrative	Variation	Classification	Titre ou fonction	Modification	Description
Composante 1					
Groupe de la problématique hommes-femmes					
	- 1	P-4	Conseiller pour la problématique hommes-femmes	Transfert	} À la Section des affaires civiles
	- 1	AN	Spécialiste de la problématique hommes-femmes	Transfert	
	- 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
Total partiel		- 3			
Cellule d'analyse conjointe de la mission					
	- 1	P-5	Directeur	Transfert	} À la Direction exécutive et administration
	- 2	P-4	Analyste de l'information	Transfert	
	- 1	P-3	Analyste de l'information	Transfert	
	- 1	SM	Assistant administratif	Transfert	
	- 1	AN	Analyste de l'information	Transfert	
	- 2	GN	Assistant de recherche	Transfert	
Total partiel		- 8			
Groupe du VIH/sida					
	- 1	P-4	Chef du Groupe VIH/sida	Transfert	} À la Section des affaires civiles
	- 1	P-3	Spécialiste du VIH/sida	Transfert	
	- 1	P-2	Spécialiste adjoint du VIH/sida	Transfert	
	- 1	AN	Formateur sur le VIH/sida	Transfert	
	- 1	GN	Assistant VIH/sida	Transfert	
	- 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
Total partiel		- 6			
Groupe d'appui au Groupe de coordination tripartite					
	- 1	SM	Assistant administratif	Transfert	À la Section des affaires civiles
Total partiel		- 1			
	- 1	GN	Assistant d'information	Transfert	} À la Section de l'information
	- 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
Total partiel		- 2			
	- 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	À la Section du génie
Total partiel		- 1			
Total partiel		- 4			

<i>Unité administrative</i>	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Section de l'information					
	+ 1	GN	Assistant d'information	Transfert	} Depuis le Groupe d'appui au Groupe de coordination tripartite
	+ 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
Total partiel	+ 2				
	- 1	GN	Infographiste	Transfert	} À la Section du génie
	- 1	GN	Assistant d'information	Transfert	
Total partiel	- 2				
Total partiel	-				
Section des affaires civiles					
	- 1	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+ 1	AN	Spécialiste des affaires civiles	Transformation	D'un poste P-3
	- 1	P-2	Spécialiste adjoint des affaires civiles	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+ 1	AN	Spécialiste adjoint des affaires civiles	Transformation	D'un poste P-2
Total partiel	-				
	+ 1	P-4	Conseiller pour la problématique hommes-femmes	Transfert	} Depuis le Bureau du Chef adjoint de la mission et Directeur des affaires politiques et civiles (Groupe de la problématique hommes-femmes)
	+ 1	AN	Conseiller pour la problématique hommes-femmes	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
Total partiel	+ 3				
	+ 1	P-4	Chef du Groupe du VIH/sida	Transfert	} Depuis le Groupe du VIH/sida
	+ 1	P-3	Spécialiste du VIH/sida	Transfert	
	+ 1	P-2	Spécialiste adjoint du VIH/sida	Transfert	
	+ 1	AN	Formateur sur le VIH/sida	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant VIH/sida	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
Total partiel	+ 6				
	+ 1	SM	Assistant administratif	Transfert	Depuis le Groupe d'appui au Groupe de la coordination tripartite
Total partiel	+ 1				
Total partiel	+ 10				

Unité administrative	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Composante 2					
Section de la sécurité					
	- 2	SM	Agent de sécurité	Transfert	} À la Section du génie
	- 1	SM	Assistant aux enquêtes sur les atteintes à la sécurité	Transfert	
	- 1	GN	Assistant administratif	Transfert	
Total partiel	- 4				
	+ 2	AN	Agent responsable de la sécurité	Transfert	Depuis la Section du génie
Total partiel	+ 2				
Total partiel	- 2				
Équipe déontologie et discipline					
	- 1	P-5	Chef de l'Équipe déontologie et discipline	Transfert	} À la Direction exécutive et administration
	- 2	P-4	Spécialiste de la déontologie et de la discipline	Transfert	
	- 1	P-3	Spécialiste de la déontologie et de la discipline	Transfert	
	- 1	SM	Assistant administratif	Transfert	
	- 1	AN	Spécialiste adjoint de la déontologie et de la discipline	Transfert	
	- 1	GN	Assistant administratif	Transfert	
Total partiel	- 7				
Équipe de collaborateurs immédiats du Directeur de l'appui à la mission					
	- 1	GN	Assistant administratif	Transfert	À la Section du génie
	+ 1	GN	Assistant administratif	Transfert	Depuis le Groupe d'appui
Total partiel	–				
Groupe d'appui					
	- 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	} À la Section du génie
	- 3	GN	Assistant (gestion des installations)	Transfert	
Total partiel	- 4				
	- 1	GN	Assistant administratif	Transfert	À l'équipe de collaborateurs immédiats du Directeur de l'appui à la mission
Total partiel	- 1				
Total partiel	- 5				

<i>Unité administrative</i>	<i>Variation</i>	<i>Classe Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Groupe de la mise aux normes et du suivi				
	- 1 P-3	Fonctionnaire chargé des demandes de remboursement	Transfert	À la Section de la chaîne d'approvisionnement
	- 2 SM	Assistant aux réclamations	Transfert	
	- 3 GN	Assistant aux réclamations	Transfert	
	- 1 GN	Assistant administratif	Transfert	
Total partiel	- 7			
	- 1 SM	Assistant administratif	Transformation	En poste d'agent des services généraux recrutés sur le plan national
	+ 1 GN	Assistant administratif	Transformation	D'un poste d'agent du Service mobile
Total partiel	-			
Total partiel	- 7			
Groupe de l'hygiène, de la sécurité du travail et de la gestion de l'environnement				
	- 1 P-4	Ingénieur (environnement, eau et assainissement)	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+ 1 AN	Ingénieur (environnement, eau et assainissement)	Transformation	D'un poste P-4
Total partiel	-			
	+ 1 P-4	Ingénieur (environnement, eau et assainissement)	Transfert	Depuis les Services régionaux de l'informatique et des communications
	+ 1 AN	Ingénieur écologue associé	Transfert	
	+ 3 GN	Assistant Génie	Transfert	
Total partiel	+ 5			
Total partiel	+ 5			
Groupe des archives et de la gestion de l'information				
	+ 1 SM	Assistant (gestion de l'information)	Réaffectation	Depuis les Services régionaux de l'informatique et des communications
	+ 1 AN	Spécialiste adjoint de la gestion de l'information	Réaffectation	
	+ 6 GN	Assistant (gestion de l'information)	Réaffectation	
Total partiel	+ 8			
Groupe de la gestion des marchés				
	+ 1 P-4	Fonctionnaire chargé de la gestion des contrats	Transfert	Depuis le Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	+ 1 SM	Fonctionnaire chargé de la gestion des contrats	Transfert	
	+ 3 GN	Assistant à la gestion des contrats	Transfert	
Total partiel	+ 5			

<i>Unité administrative</i>	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Section de la gestion financière					
	- 1	SM	Assistant (budget et finances)	Suppression	
	- 1	GN	Assistant informaticien	Réaffectation	En tant que poste d'assistant administratif
	+ 1	GN	Assistant administratif	Réaffectation	D'un poste d'assistant informaticien
Total partiel	- 1				
Section des ressources humaines					
	- 1	SM	Spécialiste des ressources humaines	Suppression	
	+ 1	P-3	Attaché d'administration	Réaffectation	Depuis la Section des achats
	- 1	AN	Spécialiste des ressources humaines	Réaffectation	À la Section des services médicaux en tant que poste de spécialiste adjoint des questions de qualité de vie
	- 1	GN	Assistant chargé des ressources humaines	Transfert	} À la Section du génie
	- 1	GN	Assistant multilingue	Transfert	
Total partiel	- 3				
Équipe des collaborateurs immédiats du Directeur adjoint de l'appui à la mission					
	- 1	P-4	Attaché d'administration	Suppression	
Total partiel	- 1				
	- 1	P-4	Fonctionnaire chargé de la gestion des contrats	Transfert	} Au Bureau du Directeur de l'appui à la mission (Groupe de la gestion des marchés)
	- 1	SM	Fonctionnaire chargé de la gestion des contrats	Transfert	
	- 3	GN	Assistant à la gestion des contrats	Transfert	
Total partiel	- 5				
	- 1	SM	Assistant (gestion des installations)	Transfert	À la Section du génie
Total partiel	- 1				
	+ 1	SM	Attaché d'administration	Transfert	} Depuis le Centre des opérations logistiques conjointes (Groupe d'appui linguistique)
	+ 1	GN	Assistant (programmes)	Transfert	
	+ 5	GN	Assistant de secrétariat	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant chargé de la liaison	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
	+ 95	GN	Assistant multilingue	Transfert	
Total partiel	+ 104				
Total partiel	+ 97				

Section des achats

<i>Unité administrative</i>	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	- 1	SM	Assistant aux achats	Suppression	
	- 1	P-3	Fonctionnaire chargé des achats	Réaffectation	À la Section des ressources humaines en tant que poste d'attaché d'administration
Total partiel	- 2				
Section de la chaîne d'approvisionnement					
	- 1	GN	Assistant à la réception et à l'inspection	Transfert	À la Section du génie
	- 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
	- 1	GN	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
	- 2	GN	Assistant (stocks et approvisionnement)	Transfert	
	- 1	GN	Assistant à la cession du matériel	Transfert	
	- 1	GN	Électricien	Transfert	
	- 1	GN	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
Total partiel	- 8				
	+ 1	P-3	Fonctionnaire chargé des demandes de remboursement	Transfert	Depuis le Groupe de la mise aux normes et du suivi (Groupe des réclamations)
	+ 2	SM	Assistant aux réclamations	Transfert	
	+ 3	GN	Assistant aux réclamations	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant administratif	Transfert	
Total partiel	+ 7				
	+ 1	P-4	Spécialiste de la gestion du matériel	Transfert	Depuis le Centre des opérations logistiques conjointes (Groupe du matériel appartenant aux contingents)
	+ 1	P-3	Spécialiste de la gestion du matériel	Transfert	
	+ 2	SM	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
	+ 3	GN	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
Total partiel	+ 7				
Total partiel	+ 6				
Section des services médicaux					
	- 1	GN	Infirmier	Reclassement	Au poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+ 1	AN	Médecin	Reclassement	D'un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+ 1	AN	Spécialiste adjoint des questions de qualité de vie	Réaffectation	Depuis la Section des ressources humaines
Total partiel	+ 1				

Unité administrative	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Section des transports, des mouvements et des opérations aériennes					
	- 1	SM	Assistant au contrôle des mouvements	Transformation	En poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+ 1	GN	Assistant au contrôle des mouvements	Transformation	D'un poste d'agent du Service mobile
	- 1	SM	Fonctionnaire de l'organisation des mouvements et transports	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+ 1	AN	Fonctionnaire de l'organisation des mouvements et transports	Transformation	D'un poste d'agent du Service mobile
	- 1	SM	Assistant (transports)	Transformation	En poste d'administrateur recruté sur le plan national
	+ 1	AN	Administrateur chargé du transport (adjoint de 2 ^e classe)	Transformation	D'un poste d'agent du Service mobile
Total partiel	–				
	- 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	À la Section du génie
	- 1	GN	Assistant au contrôle des mouvements	Transfert	
	- 2	GN	Assistant (stocks et approvisionnement)	Transfert	
	- 3	GN	Mécanicien automobile	Transfert	
	- 1	GN	Agent de maintenance	Transfert	
Total partiel	- 8				
Total partiel	- 8				
Section du génie					
	- 1	SM	Électricien	Suppression	
	- 1	SM	Technicien (eau et assainissement)	Suppression	
	- 1	SM	Assistant Génie	Suppression	
Total partiel	- 3				
	+ 1	GN	Assistant (gestion des installations)	Réaffectation	Depuis le Bureau du commandant de la Force
Total partiel	+ 1				
	+ 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	Depuis le Bureau du Chef adjoint de la mission et Directeur des affaires politiques et civiles
	+ 1	GN	Infographiste	Transfert	Depuis le Groupe d'appui au Groupe de coordination tripartite
	+ 1	GN	Assistant d'information	Transfert	Depuis la Section de l'information
Total partiel	+ 3				

<i>Unité administrative</i>	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	+ 2	SM	Agent de sécurité	Transfert	Depuis/à la Section de la sécurité
	+ 1	SM	Assistant aux enquêtes sur les atteintes à la sécurité	Transfert	
	- 2	AN	Agent de sécurité	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant administratif	Transfert	
Total partiel	+ 2				
	+ 1	GN	Assistant administratif	Transfert	Depuis le Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	+ 1	GN	Assistant chargé des ressources humaines	Transfert	Depuis l'équipe des collaborateurs immédiats du Directeur de l'appui à la mission
	+ 1	GN	Assistant multilingue	Transfert	Depuis la Section des ressources humaines
	+ 2	GN	Assistant informaticien	Transfert	Depuis les Services régionaux de l'informatique et des communications
	+ 1	GN	Technicien radio	Transfert	
	+ 1	GN	Installateur	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant (gestion des installations)	Réaffectation	Depuis le Groupe d'appui
	+ 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
	+ 3	GN	Assistant (gestion des installations)	Transfert	
Total partiel	+ 12				
	+ 1	SM	Assistant (gestion des installations)	Transfert	Depuis l'équipe des collaborateurs immédiats du Directeur adjoint de l'appui à la mission
Total partiel	+ 1				
	+ 1	GN	Assistant à la réception et à l'inspection	Transfert	Depuis la Section de la chaîne d'approvisionnement (Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission)
	+ 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
	+ 2	GN	Assistant (stocks et approvisionnement)	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant à la cession du matériel	Transfert	
	+ 1	GN	Électricien	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
Total partiel	+ 8				
	+ 1	GN	Assistant au contrôle des mouvements	Transfert	Depuis la Section des transports, des mouvements et des opérations (Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission)
	+ 2	GN	Assistant (stocks et approvisionnement)	Transfert	
	+ 3	GN	Mécanicien automobile	Transfert	
	+ 1	GN	Agent de maintenance	Transfert	
	+ 1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	
Total partiel	+ 8				

<i>Unité administrative</i>	<i>Variation</i>	<i>Class Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	+ 9 GN	Assistant multilingue	Transfert	Depuis le Centre des opérations logistiques conjointes (Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission)
	+ 3 GN	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
	+ 1 GN	Assistant (gestion des installations)	Transfert	
Total partiel	+ 13			
Total partiel	+ 45			
Centre des opérations logistiques conjointes				
	- 1 SM	Assistant administratif	Suppression	
Total partiel	- 1			
	- 1 SM	Attaché d'administration	Transfert	Au Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission (Groupe d'appui linguistique)
	- 1 GN	Assistant (programmes)	Transfert	
	- 5 GN	Assistant de secrétariat	Transfert	
	- 1 GN	Assistant de liaison	Transfert	
	- 1 GN	Assistant d'équipe	Transfert	
	- 95 GN	Assistant multilingue	Transfert	
Total partiel	- 104			
	- 1 P-4	Spécialiste de la gestion du matériel	Transfert	À la Section de la chaîne d'approvisionnement (Groupe du matériel appartenant aux contingents)
	- 1 P-3	Spécialiste de la gestion du matériel	Transfert	
	- 2 SM	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
	- 3 GN	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
Total partiel	- 7			
	- 1 GN	Assistant (gestion des installations)	Transfert	À la Section du génie
	- 9 GN	Assistant multilingue	Transfert	
	- 3 GN	Assistant (gestion du matériel)	Transfert	
Total partiel	- 13			
Total partiel	- 125			
Services régionaux de l'informatique et des communications				
	- 2 SM	Assistant informaticien	Suppression	
Total partiel	- 2			
	- 1 SM	Assistant informaticien et technicien	Transformation	En poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+ 1 GN	Assistant informaticien et technicien	Transformation	D'un poste d'agent du Service mobile

<i>Unité administrative</i>	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	- 2	SM	Assistant aux télécommunications	Transformation	En postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+ 2	GN	Assistant aux télécommunications	Transformation	De postes d'agent du Service mobile
	- 1	SM	Assistant informaticien	Transformation	En poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+ 1	GN	Assistant informaticien	Transformation	D'un poste d'agent du Service mobile
Total partiel	-				
	- 1	GN	Technicien en télécommunications	Réaffectation	À la Section du génie
	- 2	GN	Assistant informaticien	Transfert	} Au Groupe de la gestion des installations et des événements
	- 1	GN	Technicien radio	Transfert	
	- 1	GN	Installateur	Transfert	
Total partiel	- 5				
	- 1	P-4	Ingénieur (environnement, eau et assainissement)	Transfert	Bureau du Directeur de l'appui à la mission
	- 1	AN	Ingénieur écologue associé	Transfert	} Au Groupe de l'hygiène, de la sécurité du travail et de la gestion de l'environnement
	- 3	GN	Assistant Génie	Transfert	
	- 1	SM	Technicien radio	Réaffectation	
	- 1	AN	Spécialiste des systèmes informatiques	Réaffectation	} Au Groupe des archives et de la gestion de l'information
	- 1	GN	Assistant (enregistrement, courrier et archives)	Réaffectation	
	- 1	GN	Assistant (enregistrement, courrier et archives)	Réaffectation	
	- 1	GN	Assistant d'équipe	Réaffectation	
	- 1	GN	Assistant (enregistrement)	Réaffectation	
	- 1	GN	Assistant au système d'information géographique	Réaffectation	
	- 1	GN	Assistant informaticien	Réaffectation	
Total partiel	- 13				
	- 1	SM	Assistant Génie	Réaffectation	En tant que poste d'assistant au système d'information géographique
	+ 1	SM	Assistant au système d'information géographique	Réaffectation	D'un poste d'assistant Génie
Total partiel	-				
Total partiel	- 20				
Total					
Postes soumis à recrutement international	- 21				

<i>Unité administrative</i>	<i>Variation</i>	<i>Class Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Emplois de temporaire soumis à recrutement international	+ 2			
Postes soumis à recrutement national	+ 11			
	- 8			
P-5	-			
P-4	- 2			
P-3	+ 1			
P-2	- 1			
SM	- 17			
AN	+ 6			
GN	+ 5			
VNU	-			

Abréviations : AN = administrateur recruté sur le plan national; GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies.